

Guinée Conakry: possibilités de prise en charge psychiatrique et traitement des PTSD

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Fiorenza Kuthan

Weyermannsstrasse 10
Case postale 8154
CH-3001 Berne

Pour les colis:
Weyermannsstrasse 10
CH-3008 Berne

T ++41 31 370 75 75
F ++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Berne, le 14 octobre 2010

CCP 30-16741-4
Compte dons
CCP 30-1085-7



Introduction

Sur la base de la demande soumise le 19 août 2010 à l'analyse-pays de l'OSAR, nous avons traité les questions suivantes:

1. Quelles sont les possibilités de prise en charge psychiatrique en Guinée Conakry et plus particulièrement au centre hospitalier Donka?
2. Est-ce qu'une prise en charge multidisciplinaire (psychiatrique et socio-éducative) peut-être assurée?
3. Quels sont les coûts des traitements psychiatriques, et d'éventuels médicaments antidépresseurs?
4. Existe-t-il une assurance maladie pour prendre en charge les coûts des traitements?
5. Y-a-t-il en Guinée un risque d'opprobre sociale lié aux handicaps physiques et aux affections psychiques?

La Guinée Conakry n'est pas un pays prioritaire pour l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR.¹ Les informations qui nous ont été transmises par des spécialistes ainsi que nos propres recherches nous permettent de répondre comme suit aux questions ci-dessus.

1 Le système de santé en Guinée Conakry

L'assistance médicale générale en Guinée Conakry est insuffisante² et les soins dispensés dans les différentes structures disponibles ne peuvent pas être comparés aux standards européens.

Le système de soins guinéen est composé des sous-secteurs public et privé. Le sous-secteur public est organisé de façon pyramidale et comprend les postes de santé, les centres de santé, les hôpitaux préfectoraux, les hôpitaux régionaux et les hôpitaux nationaux.³ Ces derniers, aussi connus sous le nom de CHU (centres hospitaliers universitaires), sont au nombre de 2 et se trouvent à Conakry. A l'intérieur du pays, les centres de santé et les postes de santé constituent le 96 pour cent des structures.⁴

De nombreux problèmes entravent le bon fonctionnement du système de santé public. De façon générale, il existe dans le secteur de la santé un manque de ressources financières.⁵ Entre 2004 et 2007, le budget prévisionnel de la santé se situait autour de six pour cent du budget national, avec un taux de réalisation de moins de

¹ www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine.

² Renseignement d'une ONG internationale travaillant en Guinée, septembre 2010.

³ OMS, Stratégie de Coopération de l'OMS avec les pays 2008–2013: Guinée, sans date: www.afro.who.int/en/guinea/country-cooperation-strategy.html.

⁴ Country of Return Information Project, Fiche pays: République de Guinée, décembre 2008: www.cri-project.eu/cs/cs-guinea-fr.pdf.

⁵ OMS, stratégie de coopération de l'OMS avec les pays 2008–2013: Guinée, sans date.

trois pour cent, ce que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a qualifié d'insuffisant pour pouvoir fournir des services de santé de bonne qualité.⁶ L'aide extérieure représente une part importante dans le financement du secteur de la santé, toutefois elle se concentre sur les investissements (infrastructures, gros équipements, formation), ce qui pose certains problèmes de durabilité.⁷ En effet, le pays ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour assurer les coûts récurrents que demande l'entretien des infrastructures ainsi que l'approvisionnement en médicaments. De plus, la corruption et le détournement de fonds⁸ touchent fortement le secteur de la santé et contribuent aussi à la détérioration des infrastructures existantes: les infrastructures sont en effet souvent vétustes et ne répondent pas aux normes établies par le Ministère de la Santé Publique et de nombreux postes de santé ne sont pas fonctionnels.⁹ A ce sujet, des officiers du développement ont comparé le déclin des infrastructures publiques en Guinée à celui des pays se trouvant dans des situations post-confliktuelles.¹⁰

A cela, il faut ajouter les problèmes de disponibilité et de répartition du personnel opérationnel qui varie fortement en fonction des régions.¹¹ L'OMS estime que la proportion de personnel de santé par habitant dans le pays est de l'ordre de 1 médecin pour 8325 habitants et de 1 infirmière pour 6343 habitants¹². Le taux d'accès de la population aux services de santé est faible, notamment en raison de la distance à parcourir afin de se rendre dans un établissement de santé.¹³ Les données de l'enquête intégrée de base de l'évaluation de la pauvreté (EIBEP), réalisée en 2002–2003, ont en outre révélé qu'en moyenne 53,7 pour cent des bénéficiaires des services de santé n'étaient pas satisfaits par les prestations fournies. Les principales raisons invoquées étaient: les coûts élevés des services, la faible qualité des traitements, la longue attente et le manque de médicaments.¹⁴

En ce qui concerne le secteur privé, il se concentre essentiellement sur Conakry, où il représente le 87 pour cent des structures existantes. Au niveau national, le secteur privé représente le 20 pour cent des structures sanitaires du pays.¹⁵ Si les coûts des soins et des interventions sont généralement plus élevés dans les structures privées, une étude a révélé que seule la moitié des infrastructures privées disposaient d'un système de toilettes approprié.¹⁶ La qualité des équipements et des procédures de contrôle serait globalement défectueuse.¹⁷

Le secteur informel de la santé se développe rapidement en Guinée et de façon incontrôlée, ce qui contribue à rendre disponibles certains services de santé, mais ce

⁶ Ibidem.

⁷ Ibidem.

⁸ Santé tropicale, Dr. Kaba Kourouma, Guinée: dénonçons la corruption dans le secteur de la santé, 26 juin 2010: www.santetropicale.com/guinee/0610.htm.

⁹ Country of Return Information Project, Fiche pays: République de Guinée, décembre 2008.

¹⁰ IRIN, Guinea: cash for water, sanitation and health, 2 mars 2007: www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/STED-6YWQPW?OpenDocument.

¹¹ Country of Return Information Project, Fiche pays: République de Guinée, décembre 2008.

¹² OMS, stratégie de coopération de l'OMS avec les pays 2008–2013: Guinée, sans date.

¹³ Country of Return Information Project, Fiche pays: République de Guinée, décembre 2008.

¹⁴ Ibidem.

¹⁵ Country of Return Information Project, Fiche pays: République de Guinée, décembre 2008.

¹⁶ Ibidem.

¹⁷ Ibidem.

qui laisse un grand flou sur les tarifs appliqués ainsi que sur la qualité des services.¹⁸

En outre, en dépit de l'élaboration de la politique pharmaceutique nationale (PNN) et de l'existence de la Centrale d'achat des médicaments (PCG), l'accès aux médicaments essentiels et génériques reste limité. Le contrôle de la qualité et l'usage des médicaments sont insuffisants.¹⁹

Finalement, il est utile de souligner que de nombreuses prestations dans le secteur de la santé, tant privé que public, n'existent pas en Guinée.²⁰ L'instabilité de l'économie, l'instabilité sociopolitique et la hausse constante des prix des produits pétroliers et des denrées de première nécessité²¹ n'améliorent pas la situation et rendent l'accès aux services de santé encore plus difficile.

2 Les soins de santé mentale en Guinée

Si le fonctionnement du système de santé est fortement appuyé par les organisations d'aide au développement, l'essentiel de cette aide se concentre sur la lutte contre le VIH/Sida, le renforcement du système de santé, les programmes de vaccination, de santé de la reproduction, de lutte contre le paludisme alors que les programmes de lutte contre les maladies non transmissibles, pourtant en augmentation dans le pays,²² sont sous-financées.²³

Malgré la présence d'un programme national de santé mentale, aucun budget n'est alloué par l'Etat aux soins de santé mentale.²⁴ Un seul hôpital national public possède un service de psychiatrie (voir question no. 1). Dans les hôpitaux généraux ainsi que dans d'autres domaines de la santé, aucun lit n'est prévu pour les patients présentant des troubles mentaux. Dans les hôpitaux où un service psychiatrique est présent, l'OMS estime que le nombre de lits est de 0,05 pour 10'000 habitants.²⁵

Les premières sources de financement pour ce type de soins sont les dépenses des patients ou de leurs familles. Il existe dans le pays 1 seul psychiatre²⁶ et aucune formation dans le domaine de la santé mentale n'est dispensée.²⁷

¹⁸ OMS, stratégie de coopération de l'OMS avec les pays 2008–2013: Guinée, sans date.

¹⁹ Ibidem.

²⁰ Renseignement par e-mail d'une ONG travaillant en Guinée, 29 septembre 2010.

²¹ OMS, stratégie de coopération de l'OMS avec les pays 2008–2013: Guinée, sans date.

²² Ibidem.

²³ Ibidem.

²⁴ WHO, Mental Health Atlas: Guinea, 2005:
www.who.int/mental_health/evidence/atlas/profiles_countries_e_i.pdf.

²⁵ Ibidem.

²⁶ Sabou Guinée, Les besoins en soin psychologique des ex-enfants soldats guinéens, septembre 2008.

²⁷ WHO, Mental Health Atlas: Guinea, 2005.

3 En réponse aux questions soulevées

1. Quelles sont les possibilités de prise en charge psychiatriques en Guinée et plus particulièrement au centre hospitalier Donka?

Selon les informations récoltées auprès de personnes de contact en Guinée²⁸ et d'ONG²⁹ travaillant en Guinée dans le domaine de la santé, il n'existe actuellement aucune possibilité sérieuse de prise en charge psychiatrique ou psychologique dans le pays.

Le centre hospitalier Donka à Conakry est le seul hôpital public qui possède un service de psychiatrie. Selon la responsable du service de psychiatrie, le Docteur Mariama Barry, une prise en charge individuelle peut être fournie à l'hôpital Donka. Toutefois, le Docteur Barry estime que la situation sociopolitique et la pauvreté actuelle rendent très difficile toute forme de prise en charge dans le pays. Un rapport d'évaluation de la performance de ce CHU mené par la Direction des Etablissements Hospitaliers des Soins sous la direction du Ministère de la Santé en 2004 a en outre montré que le fonctionnement et les performances de l'hôpital Donka et notamment du service psychiatrique sont très faibles. Le service de psychiatrie et de réanimation en particulier ont été notés avec moins de 20 points sur un total de 69.³⁰ Une organisation non gouvernementale travaillant en Guinée dans le domaine de la santé nous a confirmé que les soins disponibles à l'hôpital Donka étaient inadéquats.³¹ A cela, il faut ajouter que les ressources humaines dans le domaine sont insuffisantes pour garantir une prise en charge adéquate. Comme nous l'avons souligné il n'existe, dans le pays, aucune formation pour les professionnels dans le domaine des soins de santé mentale.³²

La clinique Ambroise Paré est une clinique privée à Conakry. Selon les informations obtenues par la clinique, celle-ci ne possède pas de service de psychiatrie, mais des psychologues peuvent se rendre à l'hôpital pour assurer des consultations en cas de besoin.³³ Il faut toutefois signaler que les coûts en clinique privée sont plus élevés que les coûts dans les services publics.³⁴ Il ne nous a pas été possible de trouver plus d'informations sur les coûts et la qualité des soins dispensés dans cette clinique.

Une clinique médico-psycho-sociale avait été mise sur pied par MSF-Suisse suite aux événements du 28 septembre 2009. Cette structure est désormais fermée.³⁵

²⁸ Renseignement par email d'une personne de contact travaillant dans le domaine de la protection des droits des personnes handicapées, 27 septembre 2010.

²⁹ Renseignement téléphonique avec une ONG internationale travaillant en Guinée, septembre 2010; renseignement par e-mail d'une ONG travaillant en Guinée, 3 octobre 2010; Sabou Guinée, Les besoins en soin psychologique des ex-enfants soldats guinéens, septembre 2008.

³⁰ Santé tropicale, Reportage du docteur Kaba Kourouma, Rapport d'évaluation de la performance d'un CHU de Conakry, 13 mai 2005: www.santetropicale.com/guinee/report1.htm.

³¹ Renseignement par e-mail d'une ONG travaillant en Guinée, 3 octobre 2010.

³² Renseignement par e-mail d'une ONG travaillant en Guinée, 3 octobre 2010; WHO, Mental Health Atlas: Guinea, 2005.

³³ Entretien téléphonique avec la Clinique Ambroise Paré, septembre 2010.

³⁴ Country of Return Information Project, Fiche pays: République de Guinée, décembre 2008.

³⁵ Renseignement par e-mail d'une ONG travaillant en Guinée, 3 octobre 2010.

2. Est-ce qu'une prise en charge multidisciplinaire (psychiatrique et socio-éducative) peut-être assurée?

Le Docteur Barry du service psychiatrique de l'hôpital Donka a affirmé que l'approche disponible au sein du service psychiatrique de l'hôpital Donka n'est pas soutenue par un suivi socio-éducatif ou social.³⁶

3. Quels sont les coûts des traitements psychiatriques et d'éventuels médicaments antidépresseurs?

Les traitements psychiatriques ou psychologiques sont payants et à la charge du patient³⁷ tant dans le secteur public que dans le secteur privé (voir aussi à ce sujet, question no. 4).

Selon le Docteur Mariama Barry, les séances de psychothérapie à l'hôpital Donka coûtent, en septembre 2010, 25'000 GNF par séance (qui correspond à environ 3.45 CHF^{38, 39}).

En ce qui concerne les médicaments psychotropes, le Docteur Barry a signalé que ces médicaments ne sont pas toujours disponibles dans le pays et sont extrêmement coûteux⁴⁰, ce que confirme un rapport de l'OIM.⁴¹ Ils sont exclusivement à la charge du patient ou de sa famille. Il est utile de noter qu'en Guinée il n'existe aucun système de surveillance des prix des médicaments.⁴²

Les coûts d'une hospitalisation éventuelle sont très élevés et représentent environ l'équivalent de 160 CHF dans le secteur public pour un mois d'hospitalisation, ce qui constitue uniquement le tarif officiel.⁴³ En effet, les pots-de-vin et dessous-de-table sont très répandus dans le système de santé guinéen.⁴⁴ Des «payements» non officiels sont souvent demandés, ce qui restreint encore davantage l'accès aux soins de santé pour les personnes ne disposant pas de grands moyens financiers.⁴⁵ Le Country of Return Information Project estimait en décembre 2008 que les malades, de façon générale, devaient payer au médecin un tarif non officiel qui variait entre 10'000 GNF et 30'000 GNF (entre 1.40 CHF et 4.15 CHF) dans les structures publi-

³⁶ Renseignement par e-mail du Docteur Mariama Barry, responsable du service psychiatrique de l'hôpital Donka de Conakry, 29 septembre 2010.

³⁷ Country of Return Information Project, Fiche pays: République de Guinée, décembre 2008.

³⁸ Change du 12 octobre 2010: http://coinmill.com/CHF_calculator.html#GNF=25000.

³⁹ Renseignement par e-mail du Docteur Mariama Barry, responsable du service psychiatrique de l'hôpital Donka de Conakry, 29 septembre 2010.

⁴⁰ Renseignement par e-mail du Docteur Mariama Barry, responsable du service psychiatrique de l'hôpital Donka de Conakry, 29 septembre 2010.

⁴¹ IOM, Information on Return and Reintegration in the Countries of Origin, IRRICO, Guinée, sans date: http://irrico.bbconsult.co.uk/Factsheets//Microsoft%20Word%20-%20IRRICO_CS_GUINEA_Lay-out_revised%20by_MRF_BRUSSELS_EN.pdf.

⁴² Country of Return Information Project, Fiche pays: République de Guinée, décembre 2008.

⁴³ Renseignement d'une ONG travaillant en Guinée, 3 octobre 2010.

⁴⁴ Santé tropicale, Dr. Kaba Kourouma, Guinée: dénonçons la corruption dans le secteur de la santé, 26 juin 2010: www.santetropicale.com/guinee/0610.htm.

⁴⁵ «Les plus pauvres sont disproportionnellement affectés par la corruption dans le secteur de la santé car ils peuvent moins se permettre de verser des petits dessous-de-table pour accéder à des services normalement gratuits ou de se tourner vers des spécialistes privés quand la corruption a ruiné les services de santé publics.» In: Santé tropicale, Dr. Kaba Kourouma, Guinée: dénonçons la corruption dans le secteur de la santé, 26 juin 2010, www.santetropicale.com/guinee/0610.htm.

ques et entre 5000 GNF et 50'000 GNF (entre 0.70 CHF et 6.90 CHF) dans les structures privées.⁴⁶

Les coûts des séances, des hospitalisations ainsi que les coûts d'éventuels médicaments varient selon le cours des devises qui sont très instables en Guinée.⁴⁷

4. Existe-t-il une assurance maladie pour prendre en charge les coûts des traitements?

En Guinée il n'existe aucun système public d'assurance maladie. Les coûts sont donc à la charge des patients ou de leurs familles. Cette information a été confirmée par le Docteur Mariama Barry, responsable du service psychiatrique de l'hôpital Donka⁴⁸ ainsi que par deux ONG travaillant sur place dans le secteur de la santé.⁴⁹ Il existe des assurances maladie privées mais celles-ci sont chères⁵⁰ et il n'est pas garanti qu'elles acceptent de couvrir des personnes déjà malades.⁵¹

Le pays ne dispose pas non plus de systèmes d'assurances pour les handicapés, les déshabilités ou pour les personnes avec des problèmes de santé mentale.⁵²

En Guinée, le 47 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.⁵³ Le revenu annuel moyen par personne est de 350 dollars US par année (environ 325 CHF⁵⁴),⁵⁵ ce qui donne un revenu journalier moyen de 0.95 dollars US par jour (soit environ 0.90 CHF). En outre, les personnes présentant un handicap physique visible ou un handicap psychique sont discriminées (voir réponse à la question no.5) tant socialement que dans le marché de l'emploi et vivent souvent de la mendicité.

⁴⁶ Country of Return Information Project, Fiche pays: République de Guinée, décembre 2008.

⁴⁷ Renseignement par e-mail du Docteur Mariama Barry, responsable du service psychiatrique de l'hôpital Donka de Conakry, 29 septembre 2010.

⁴⁸ Renseignement par e-mail du Docteur Mariama Barry, responsable du service psychiatrique de l'hôpital Donka de Conakry, 29 septembre 2010.

⁴⁹ Renseignement téléphonique avec une ONG internationale travaillant en Guinée, septembre 2010; renseignement d'une ONG travaillant en Guinée, octobre 2010.

⁵⁰ Renseignement d'une ONG travaillant en Guinée, octobre 2010.

⁵¹ IOM, Information on Return and Reintegration in the Countries of Origin, IRRICO, Guinée, sans date: http://irrico.bbconsult.co.uk/Factsheets//Microsoft%20Word%20-%20IRRICO_CS_GUINEA_Lay-out_revised%20by_MRF_BRUSSELS_EN.pdf.

⁵² WHO, Mental Health Atlas: Guinea, 2005.

⁵³ CIA, the world fact book: Guinea: www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/gv.html.

⁵⁴ Change du 12 octobre 2010, Banque Cantonale Vaudoise, http://www.bcv.ch/fr/simulateurs/calcul_de_change?mode=ib

⁵⁵ The World Bank, GNI per capita: <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD>.

5. Y-a-t-il en Guinée un risque d'opprobre sociale lié aux handicaps physiques et aux affections psychiques?

Comme dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, les personnes souffrant de maladies psychiques sont victimes d'une importante discrimination.⁵⁶ Le Docteur Mariama Barry, responsable du service psychiatrique de l'hôpital Donka a confirmé que les personnes souffrant de maladies psychiques étaient discriminées et stigmatisées dans la société guinéenne. Dû au manque de prise en charge clinique, les personnes atteintes de troubles mentaux sérieux se retrouvent parfois à errer dans les rues de la capitale,⁵⁷ alors que d'autres, notamment en Guinée forestière, sont attachées à des arbres.⁵⁸

La discrimination et la stigmatisation touchent également fortement les personnes présentant des handicaps physiques.⁵⁹ Le handicap, tant physique que psychique entraîne des formes d'exclusion sociale⁶⁰ et devient souvent synonyme de pauvreté et de mendicité.⁶¹ Une étude réalisée en Guinée en 2002 a montré comment les personnes handicapées sont souvent plus pauvres, vivent dans des habitats plus précaires et ont un très faible accès aux soins de santé et aux emplois générateurs de revenus.⁶²

4 Bilan

En Guinée il n'existe actuellement aucune possibilité sérieuse de prise en charge psychiatrique et psychothérapeutique. L'offre existante est très limitée et aucun suivi socio-éducatif n'est proposé. De plus, l'accès aux traitements est ultérieurement limité par les coûts élevés, coûts qui sont essentiellement à la charge du patient ou de sa famille, étant donné qu'aucun système public d'assurance maladie n'existe. La discrimination sociale et la stigmatisation des personnes présentant des handicaps physiques ou psychiques rend encore plus difficile l'accès aux soins de santé ainsi que l'accès à une source de revenu.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur la Guinée et d'autres pays d'origine des réfugiés sous www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine

L'OSAR-Newsletter vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.fluechtlingshilfe.ch/actualite/newsletter

⁵⁶ Renseignement par e-mail d'une ONG internationale présente en Afrique de l'Ouest, 24 septembre 2010.

⁵⁷ Sabou Guinée, Les besoins en soin psychologique des ex-enfants soldats guinéens, septembre 2008.

⁵⁸ Renseignement par e-mail d'une ONG travaillant en Guinée, 3 octobre 2010.

⁵⁹ Renseignement par email d'une personne de contact travaillant dans le domaine de la protection des droits des personnes handicapées, 27 septembre 2010.

⁶⁰ Cabinet Dian Diallo, Etude sur les groupes marginaux en Guinée, octobre 2002: www.srp-guinee.org/download/groupe-marginaux.pdf.

⁶¹ Renseignement par e-mail avec une personne de contact connaissant bien le pays et la problématique des personnes handicapées, septembre 2010.

⁶² Cabinet Dian Diallo, Etude sur les groupes marginaux en Guinée, octobre 2002: www.srp-guinee.org/download/groupe-marginaux.pdf.